

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

La IV^e Internationale vit et lutte...

EN pleine guerre impérialiste, par dessus les champs de bataille, les frontières et les océans, la IV^e Internationale a gardé sa cohésion idéologique et, malgré sa faiblesse numérique, apparaît vraiment comme le parti mondial de la révolution.

Sur le continent américain, les anciennes sections ont accru leur influence, d'autres se sont créées.

Le Parti Socialiste Ouvrier aux Etats-Unis influence de larges masses. La bourgeoisie américaine a monté contre lui en 1941 un procès mouste s'appuyant sur une législation d'exception qui condamne les opinions socialistes! 18 camarades de la direction furent emprisonnés après un procès où, d'accusés, ils se firent accusateurs. L'opinion ouvrière fut mobilisée par la presse légale du Parti. Un Comité de défense ouvrière lutte pour leur libération.

Au Chili, existe un parti prolétarien puissant de la IV^e Internationale.

En Argentine, le Parti s'est formé en même temps que naissait une section de camarades émigrés allemands.

Les sections du Canada, du Mexique, du Paraguay, de l'Uruguay, de Bolivie, de Cuba, d'Afrique du Sud sont en plein développement.

Des Indes anglaises arrivent d'excellentes nouvelles : le Parti de Ceylan dirige les luttes d'importantes masses de travailleurs. Ses dirigeants, qui avaient été arrêtés en dépit de l'immunité parlementaire, se sont évadés des geôles de l'impérialisme britannique.

Aux Indes mêmes, une section s'est créée sans intervention de l'Internationale, démontrant que notre programme

est applicable universellement. Elle publie déjà trois journaux.

En Asie, les sections chinoise et indochinoise ont été coupées du reste de l'Internationale par la guerre.

La section australienne tient bon.

En Europe, le Parti unifié d'Angleterre, qui publie une presse légale, a gagné la confiance de nombreux travailleurs, grâce à l'effort inlassable de ses militants qui prirent une part importante dans les luttes ouvrières, en particulier dans les grèves des mineurs et des apprentis. Les 4 camarades de la direction condamnés à 12 mois de prison ont été acquittés en appel, grâce à la pression des masses.

En Irlande, il y a maintenant un groupe fort et homogène.

Le Parti espagnol regroupe ses forces en Espagne même, malgré la terreur phalangiste et dans l'émigration française et mexicaine.

Le Parti belge a développé son influence, en particulier chez les mineurs. Sa ferme attitude de classe lors de la récente crise, fait de lui la seule direction révolutionnaire possible. C'est pourquoi les chefs du P.C. belge, emboîchés dans la collaboration de classes, tentent de faire traquer les vendeurs de La Voie de Lénine, organe légal du Parti.

En Italie, le Parti Communiste Internationaliste est en construction. Des fractions importantes du P.S. et du P.C. cherchent la voie du Parti révolutionnaire.

(suite page 2, 3^e colonne)

Les inconséquences de "Libertés"

LA politique de collaboration de classes du P.S. et du P.C.F. provoque, chaque jour davantage, le mécontentement des éléments révolutionnaires et en général une inquiétude de plus en plus vive dans les rangs de la classe ouvrière. Le journal Libertés se propose de répondre à ces inquiétudes et à cette volonté révolutionnaire des ouvriers.

Mais que fait-il réellement? Est-ce qu'il tire des conclusions pratiques de

sa position souvent juste? Malgré ses efforts Libertés ne le fait pas, et ne peut pas le faire, car, comme les chefs stalinien et réformistes, il est aussi pour la collaboration de classes, pour l'union sacrée. Il nous manque un moral de Juin dit l'éditorial du 29 décembre, ou explique plus loin: « Une volonté consciente de porter au maximum l'effort national pour la guerre de libération antifasciste, et de contribuer à ce que cette guerre aboutisse le plus vite à une paix démocratique ». Libertés n'est pas pour l'union contre le boche, il est pour « l'union contre le fascisme ». Mais l'union sacrée, peu importe son titre, se tourne inévitablement contre la classe ouvrière. En ce moment même, la bourgeoisie française, à son aise, prépare la dictature. « La guerre civile n'aura pas lieu car on fait la guerre tout court » avait déclaré Pierlot, et là-dessus il peut se trouver aussi bien d'accord avec Libertés, qu'avec de Gaulle, Thorez, ou Daniel Mayer. C'est de son attitude face à la guerre impérialiste que découle la confusion de Libertés, ses contradictions et son incapacité de montrer au prolétariat autre chose que des vœux sans issue.

On désapprouve dans le N° du 22 décembre, H. Raynaud, secrétaire stalinien de la C.G.T., lorsque celui-ci déclare: « qu'avant de revendiquer, les ouvriers doivent travailler ». Mais on ne montre pas que H. Raynaud est forcé d'avoir cette attitude parce qu'il soutient le camp impérialiste des alliés. On déclare, dans le même N°, qu'il est faux que le peuple allemand soit responsable en bloc des crimes nazis (c'est d'ailleurs le seul journal légal qui l'ait dit aussi nettement). Mais on chercherait vainement, à propos du pacte franco-soviétique, une protestation contre les projets impérialistes et stalinien de dépeçement de l'Allemagne.

Libertés n'a pas de ligne politique nette, et forcément nombre de contradictions. On écrit dans le n° du 28 septembre: « le gouvernement venu d'Alger représente malgré lui (!) la société capitaliste agonisante. Qu'il le veuille ou non, il en est le défenseur. » Mais dans le n° du 3 Novembre on donne à ce même gouvernement le conseil de s'appuyer sur la démocratie nouvelle, « pour ne pas saper les bases de son propre

LES BONNES NOUVELLES

Paris-presse nous rassure sur le sort du général Girard. Celui-ci n'a jamais été arrêté, et n'a jamais tenté de fuir en Suisse. Au contraire, lors de la visite de Churchill à Paris, il a déjeuné chez le général de Gaulle avec le Premier ministre anglais.

Les travailleurs français se réjouiront de cette réconciliation entre le général monarchiste et le général vichyssois pour qu'enfin vive la République...

EDITORIAL

"Sac au dos" pour les 200 familles

LA classe 43 mobilisée. Pas de charbon. Moins de pommes de terre, de viande, de légumes sur la table de la ménagère. Moins de gaz, d'électricité. La vie chère, le chômage, alors que tout est à reconstruire. « Il faut savoir pourquoi on souffre », clame le vicaire Schuman. « Il faut terminer la guerre contre l'hitlérisme. Voyez l'offensive Rundstedt ».

La guerre qui continue. Tous présentent cette offensive comme un rappel à l'ordre, une surprise salutaire. Ce n'est pas une surprise pour La Vérité, qui n'a cessé d'expliquer que la politique des Alliés, appuyée par les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, prolonge la guerre et renforce Hitler. Au peuple allemand prêt à la révolte qui, selon Libération-soir attend l'heure où il fera tomber 1 million de têtes, on n'offre que le chômage, la misère, la déportation, le dépeçement du territoire, la ruine financière d'un super-Versailles pire que les souffrances actuelles. Privé de la solidarité internationale des travailleurs, il ne voit qu'une solution: continuer à combattre, s'offrir à ses officiers. Ainsi, des milliers de combattants continuent à tomber dans les deux camps.

Cette offensive Rundstedt, rendue possible par la politique alliée justifiée à son tour le programme réactionnaire du gouvernement bourgeois: mobilisation, restrictions accrues, arrêt de l'épuration, brimade de la presse sous des prétextes militaires, etc...

Travailler d'abord ? Sous le même prétexte, au nom de l'union patriotique, pour renforcer la défense nationale, « Travailler d'abord... revendiquer ensuite », répètent les sous-Marty, les petits bonzes plus attachés à leurs postes qu'à leur classe. Travailler pour grossir les bénéfices des capitalistes et des trafiquants déjà engraisés par les commandes de Hitler? Non pas! Pour mener jusqu'au bout « la guerre contre le fascisme ».

Un mensonge. Cette guerre est-elle une guerre idéologique? Une guerre contre le fascisme? Qu'en pensent Scobie et le bandit Plastiras? Qu'en pensent Eisenhower et Erskine, les fusilleurs de Bruxelles? Qu'en pensent les travailleurs français dont on veut dissoudre les Milices, les F.F.I. dont les formations sont dissoutes, les grévistes américains que malfaquent les policiers? Qu'en pensent les peuples coloniaux opprimés, exploités affamés, depuis des générations en Indochine, aux Indes, en Afrique et ailleurs.

Cette guerre est une guerre de brigandage impérialiste, dont les travailleurs font tous les frais, et les capitalistes tirent tous les profits.

La lutte contre le fascisme n'a de sens que si elle s'attaque aux racines du mal, au capitalisme qui porte en lui le fascisme et la guerre. La lutte contre le fascisme, c'est la lutte à l'usine pour les salaires, la lutte des ménagères contre la hausse des prix, la lutte du soldat contre les brimades des officiers bourgeois, la lutte de tous les travailleurs contre les plans d'une « paix » de brigandage des impérialismes.

Renoncer à cette lutte sous prétexte de guerre contre le fascisme, c'est en réalité ouvrir la voie à de nouveaux fascismes.

So.idarité avec les mobilisés ! Il faut aider les mobilisés dans leur lutte contre les brimades, pour l'élection des officiers, l'institution de conseils de discipline élus par les soldats. Avec eux, il faut exiger l'attribution à tous les mobilisés d'une solde égale au salaire d'un ouvrier, une allocation suffisante aux familles, la formation d'officiers venus des rangs des travailleurs, choisis par les syndicats, et pour le contrôle syndical sur les écoles militaires, pour les droits politiques du soldat: droit de vote, droit de lire la presse de son choix.

Les soldats, groupés dans leurs Comités, coude à coude avec les Comités d'ouvriers et de paysans, sauront mener le vrai combat pour le Pain, la Paix, la Liberté.

TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE...

UN journaliste de Temps Présents, l'hebdomadaire catholique, nous rapporte ses impressions sur le meeting du Vél'd'Hiv. Depuis son discours de Juin 36, aux ouvriers de chez Renault, (il faut savoir terminer une grève) M. Thorez donne bien de l'inquiétude aux métallos parisiens, mais ils n'auraient jamais pu penser, à ce moment-là, qu'en 1944 on pourrait lire dans un journal catholique « au total un discours que Temps Présents aurait pu souscrire de bout en bout ».

Mais notre journaliste, au contraire, s'inquiète: « Oserai-je remarquer, sans vouloir faire de mauvais esprit, que cette exhortation au travail souleva peut-être moins d'enthousiasme que, par exemple, l'appel à l'épuration? J'eus même l'impression que l'attention, à ce passage, se relâchait et que Thorez tenait moins bien son public. Ce serait un symptôme inquiétant ». Et ce n'était point impression fugitive, car il y avait récidive: « Déjà, j'avais éprouvé ce sentiment lors d'une réunion à la Mutualité, lorsque Ducloux avait parlé de la famille. Manifestement, ce thème rendait moins que celui de la révolution... ».

Que peut-il bien vouloir, « ce bon peuple » qui chantait La Marseillaise, mais qui termina le meeting par l'Internationale? Contrairement à ce que raconta l'Humanité? Lorsque Thorez centre son discours de rentrée sur le travail, lorsque Ducloux leur parle de la famille, lorsqu'ils voient les chefs et le journal du P.C.F. suer le patriotisme le plus chauvin par tous leurs pores, les prolons ne peuvent que se gratter la tête et dire: « Travail, Famille, Patrie, ça me rappelle quelque chose ». Et comme l'on comprend la conclusion d'un ouvrier à la sortie du Vél'd'Hiv, telle que la rapporte le journaliste de Temps Présents: « Il ne nous a pas parlé de la révolution... ».

B. R.

HUMOUR BRITANNIQUE

(Populaire du 2 Janvier) - Répondant aux rumeurs répandues aux Etats-Unis d'après lesquelles M. Churchill serait mort d'une attaque cardiaque, le Premier britannique a déclaré: « La nouvelle de ma mort est très exagérée ».

Il semble par contre que la nouvelle de l'assassinat de 12.000 combattants de l'ELAS dans la bataille d'Athènes, par le même Churchill est au dessous de la réalité.

CHURCHILL ASSASSIN !

DEPUIS le voyage de Churchill à Athènes, il n'est pas de jour où la presse n'annonce que le compromis va être signé, ou l'est déjà. Et chaque fois, la nouvelle est démentie par l'action héroïque des combattants de l'ELAS et de l'ensemble du peuple grec, qui, chaque fois, renverse l'édifice fragile des conciliateurs.

Depuis le début de la guerre civile, les chefs de l'EAM et du Parti « communiste » n'ont cessé de rechercher le compromis; ils acceptent la régence du grotesque Métropolitte Damaskinos, réclament la formation d'un nouveau gouvernement bourgeois où ils auraient des places à côté d'un Sophoulis qui reprochait à Papaandrou de faire trop de concessions à l'EAM. Trahi par ses propres chefs, attaquée par une armée moderne, privée du soutien d'un large mouvement de solidarité internationale, la révolution grecque continue à faire front héroïquement.

Un large courant « gauche » du P.C. commence à prendre conscience de la nécessité d'une direction révolutionnaire, et, dans le coude à coude de la lutte, les militants trotskystes sont parmi les meilleurs combattants. La victoire des travailleurs grecs n'est possible que sous la direction de la IV^e Internationale.

Pourquoi l'assassin Churchill a-t-il fait le voyage d'Athènes, qui fut pour lui un échec cuisant; pourquoi, dans sa voiture blindée, s'est-il rendu à la Conférence des dirigeants des partis grecs, engageant son prestige personnel?

C'est d'abord qu'il veut préserver à tout prix de puissants intérêts britanniques, et que le mieux serait pour cela de constituer le gouvernement bourgeois d'union, que précisément réclament les chefs traitres de l'EAM. Mais la dictature militaire d'un Plastiras anti-com-

muniste forcené, qui déclarait le 16 décembre que « seule, la force pouvait résoudre la crise actuelle », est indispensable au maintien du régime capitaliste dont le peuple grec ne veut plus. C'est ensuite que l'impérialisme britannique veut régler lui-même le problème de sa domination sur la Grèce. Remettre la solution à la Conférence des « trois », c'est affaiblir sa position internationale.

C'est enfin et surtout la menace d'une crise en Angleterre, c'est la pression grandissante des travailleurs anglais, des grévistes de Glasgow, des manifestants de Londres répondant à l'appel des syndicats grecs. L'assassin Churchill a du quitter le sol grec escorté par la fusillade. « Nous ne pouvons pas, a-t-il expliqué, abandonner la Grèce pour ne pas livrer au massacre les milliers de combattants qui se sont rangés au côté du gouvernement grec ». En réalité, l'assassin Churchill ne se soucie pas plus de la peau des fascistes grecs, collaborateurs des Brigades de Montagnes ou résistants de l'EDES, que de celle des soldats britanniques qu'il envoie au massacre.

Mais dans sa tentative de justification, il avoue que sans les baïonnettes anglaises, le peuple grec balayerait comme un fétu de paille sa bourgeoisie et son Papaandrou.

L'assassin Churchill, valet de l'impérialisme britannique, trouve le moyen, à l'heure où l'offensive allemande se poursuit à l'Ouest, de concentrer des forces pour écraser un peuple libre. Ceci montre bien que la préoccupation principale de l'impérialisme n'est pas d'écraser le fascisme, mais d'une part de lutter contre un concurrent impérialiste, et d'autre part d'installer sa domination sur les peuples dans le monde.

« Le nettoyage d'Athènes se poursuit ». A chaque minute tombent d'héroï-

ques combattants de l'ELAS. Un peuple affamé pendant 4 ans, est soumis au blocus le plus sévère, la famine et le typhus le déciment, parce qu'il a voulu vivre libre.

Staline garde toujours un silence complice. Les Partis Socialiste et Communiste Français ne publient dans leur presse que les communiqués militaires accompagnés de « regrets » et de gemissements de vieilles femmes. Les pseudo-révolutionnaires du groupe Libertés ont la même attitude capitalarde; pour eux, la révolution grecque n'est qu'une « lutte des équipes » ou, dans le meilleur des cas, qu'une « lutte des démocrates contre les partisans de la monarchie ». Or, les plus chauds partisans de la Régence ou de la monarchie, en Grèce comme en Espagne sont les chefs des partis communistes.

« Le nettoyage d'Athènes se poursuit ». Travailleurs français, laissez-vous se poursuivre l'extermination d'un peuple libre. Militants socialistes, communistes, acceptez-vous que vos dirigeants refusent de répondre aux propositions d'unité d'action immédiate que nous avons faites voici plus de 15 jours:

pour la constitution de Comités de défense des combattants grecs;

pour l'organisation de l'aide pratique au peuple grec, envois de vivres, de médicaments, d'armes sous le contrôle des syndicats;

pour l'organisation de pétitions, meetings et manifestations contre l'intervention en Grèce, et pour l'aide de l'I.R.S.S. aux partisans grecs;

pour la préparation d'une grève générale dont la durée sera fixée par le bureau de la C.G.T.

(Depuis, un compromis instable a été imposé au peuple grec. Demain la révolution grecque revivra plus forte. Notre devoir de solidarité reste le même.) FAVRE, 9-1-45.

SUR LE FRONT OUVRIER

Il ne faut pas confondre

pouvoir. Ce qui n'empêche pas *Libertés* de voir dans le C.N.R. et les Comités de Libération l'expression du deuxième pouvoir, c'est-à-dire du pouvoir ouvrier et de préconiser qu'ils se substituent au gouvernement de Gaulle, ce qui signifierait le renversement de la bourgeoisie. Comme si de tels organismes ou se retrouvent des agents de la bourgeoisie au côté de représentants d'organisations ouvrières qui ne sont pas l'émanation des masses et vivent en dehors de leur contrôle, pouvaient jamais instaurer la société socialiste.

Mais même l'Assemblée Consultative trouve grâce aux yeux des camarades de *Libertés*. Malgré des critiques assez vives, on écrit : « L'Assemblée (consultative) constitue donc l'organe le plus représentatif de la Nation et par conséquent le seul pouvoir légal en attendant les élections. »

C'est aussi la volonté de ne pas rompre avec la bourgeoisie et avec l'impérialisme britannique qui fait que *Libertés* ne prend pas réellement la défense de la Révolution Grecque, mais propose comme solution (n° du 22 décembre) un gouvernement d'union nationale sous la présidence du libéral Sophoulis, partisan de Papaandréou.

Libertés ne pourra être un organe de défense des travailleurs que s'il rompt résolument avec sa politique d'union sacrée, que s'il oppose à la guerre impérialiste la Révolution Socialiste Internationale.

Tel qu'en ce moment, *Libertés* ne se différencie en aucune question essentielle du parti réformiste ou stalinien. Tel qu'en ce moment, *Libertés* ne pourra donner aucune solution à la classe ouvrière ; il ne pourra être qu'un simple exécutant dans l'orchestration de la guerre impérialiste. Il ne peut être qu'un obstacle à la construction du véritable Parti Révolutionnaire.

GRANGER.

PERDU EN MER

CHARTRE DE L'ATLANTIQUE

Prière de rapporter à F. Roosevelt
 Maison Blanche.

Discretion assurée.

L'OFFENSIVE BUREAUCRATIQUE

Elle continue...

★ **CAUDRON-RENAULT.** Les bonzes syndicaux de la Fédération et de la Locale, alertés par Belin l'indésirable, ont décidé la décentralisation du groupe Caudron et le rattachement de chaque usine à sa locale. Leur but : alourdir le contrôle bureaucratique, avoir mieux en mains ces usines « gauchistes ».

Malgré cette décision, les ouvriers du groupe Caudron ont décidé de maintenir leur C.E. centrale formée de délégués des divers secteurs. Echec aux bureaucraties !

La G.E. de l'I.M. agit sans contrôle. Le journal mural est en sommeil.

« L'Assemblée générale où se présentait le défenseur des patrons, l'ami des épures, le paternel Brunet, administrateur impose par Tillon, des paroles amères furent prononcées. Le camarade Ducret osa prendre la défense dudit Brunet : « Le ministre a décidé de le maintenir à la direction de l'usine ». Dans ce cas... »

Un camarade ouvrier, peu vaincu par l'argument, bondit sur l'estrade et crie : « Camarades, êtes-vous d'accord pour travailler avec Brunet ? » Des sifflements, des huées, des « Aux chiottes Brunet » mettent au point la question. Mais lorsque le gars veut continuer son appel, seuls les premiers rangs l'entendent. ON LI A COUPE LE COURANT AU MICRO !

Voilà comment les bureaucraties comprennent la démocratie !

Fédérez les Comités de gestion !

Dès le lendemain de la « libération », dans toutes les usines de la région de la Loire furent formés des Comités d'entreprises, la plupart élus démocratiquement. Dans 150 de ces entreprises, mises sous séquestre, les Comités d'usines se transformèrent en Comités de gestion, qui prirent la direction économique des boîtes, faisant la preuve de leurs capacités, et le mouvement s'étend.

Mais déjà, une offensive gouvernementale se dessine. Les Comités de gestion sont déclarés ILLEGAUX. On veut fermer les usines sous séquestre. Le patronat veut arrêter l'expérience trop probante. Les banques refusent les crédits nécessaires des directions d'entreprises « irrespon-

POUR les jeunes travailleurs la mobilisation, pour les capitalistes les dividendes, c'est une loi inviolable du régime capitaliste.

Le gouvernement devait confisquer les bénéfices faits sous l'occupation, et M. de Menthon avait promis des mesures révolutionnaires. Que fait-on ? Rien ou presque. D'ailleurs il ne s'agit pas seulement de confisquer les bénéfices faits sous l'occupation, mais bien tous les bénéfices faits par tous ceux qui, avant, pendant et après l'occupation, s'enrichissent pendant que les autres crèvent sur les champs de bataille.

Au demeurant, nous voudrions bien savoir combien d'entreprises n'ont pas travaillé pour la Todt ou la Wehrmacht. Il suffirait d'ouvrir les livres de la Reichkreditkassa, comme Pleven menaçait de le faire, pour activer les souscriptions à l'emprunt.

Avec le sabotage, par le patronat, de la reprise économique, on repare de nationalisation. Le gouvernement a jeté en pâture Renault et les Houillères du Nord. Mais il ne faudrait pas confondre : il y a nationalisation et nationalisation.

L'expérience nous a amplement démontré ce que MM. les bourgeois et leurs agents du gouvernement entendaient par nationalisation. Elle consiste à nationaliser les pertes. L'exemple le plus connu est celui de la S.N.C.F. où l'on assiste au paradoxe suivant : une entreprise déficitaire que l'Etat renfloue et qui se permet de distribuer des dividendes. Un autre exemple non moins connu, et non moins scandaleux, est celui du trust Havas : alors que Havas-publicité, largement bénéficiaire, restait entreprise privée, Havas-informations, très déficitaire, était pris en charge par l'Etat.

Ce que veulent les travailleurs, ce n'est pas la nationalisation des pertes de ces messieurs les capitalistes, c'est l'expropriation effective des trusts et la

mise de leurs biens au service de la nation.

Il ne s'agit là que d'une œuvre de justice : reprendre aux exploités ce qu'ils ont accumulé par l'exploitation des travailleurs. Et l'on parle d'indemnité et de rachat ! Ainsi, dans le cas des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les actionnaires continuent à être rémunérés, et ce, sur la base des résultats enregistrés en 1938. L'Humanité s'indigne et demande si l'on indemniserait les collaborateurs. G. Cogniot écrit que l'on ne doit « dédommager que les actionnaires honnêtes », qu'elle est cette nouvelle discrimination ? Pour nous, nous ne distinguons que les gros actionnaires qui sont d'ailleurs les seuls maîtres effectifs des entreprises et, parmi ceux-là, il n'y a pas « d'actionnaires honnêtes », mais des requins de la finance et de l'industrie qui vivent de la sueur des travailleurs, et les petits actionnaires à qui une légitime compensation doit être accordée sous la forme de rente d'Etat.

L'expropriation des trusts doit se faire sans indemnité ni rachat.

Mais qui pourrait croire un seul instant que les bénéfices de guerre seront véritablement confisqués, que les trusts seront effectivement expropriés par un gouvernement où se retrouvent M.M. Mayer, Pleven, Dautry, Diethelm, etc., agents connus des trusts et des banques ? Seuls, les travailleurs peuvent effectivement imposer ces mesures.

Il faut que les travailleurs prennent main l'expropriation des trusts. Cela ne peut être réalisé que par un Congrès des Comités d'ouvriers, d'employés et de techniciens réuni à cet effet. Le sabotage des hommes des trusts et de leurs agents ne pourra être mis en échec que si toutes les mesures décidées sont appliquées sous le contrôle ouvrier. Ce sera la tâche de Comités ouvriers démocratiquement élus par l'ensemble des travailleurs, responsables devant eux et renouvelables à tout moment.

DU PAÏN POUR TOUS !

★ **GNOME ET RHONE.** Les délégués de l'usine, partis en province pour ravitailler la cantine que nous gérons depuis la « libération », sont revenus bredouilles. Les préfets sabotent délibérément le ravitaillement des cantines ouvrières, dans l'espoir de nous décourager : « Rien à la hure, tout est tiré au ravitaillement central » disent-ils dans des imprimés prêts. En y mettant le prix... ou à tout ce qu'on veut. Nos délégués sont revenus les mains vides... Leur conclusion à l'assemblée de l'usine : « A LAVENIE, IL FAUT ENVOYER UN CAMION VIDÉ. L'AUTRE CHARGE DE MILIENS OUVRIERS ! »

Pour en sortir : Comités locaux de ravitaillement, groupant les délégués d'usines, les Comités de ménagères et les petits commerçants, pour l'organisation de caravanes qui nous ravitailleront mieux et moins cher. Dans le Finistère, les pommes de terre pourrissent à la ferme. Les Comités locaux de ravitaillement doivent s'entendre directement avec les paysans pour la suppression des intermédiaires qui s'enrichissent au détriment des producteurs et consommateurs.

★ **QUIMPER.** La famine et la vie chère sont organisées par les spéculateurs également dans les villes de province.

A Quimper, le 12 Décembre, une manifestation a réuni plusieurs centaines de ménagères devant la mairie et la préfecture pour protester contre le ravitaillement, insuffisant en tout. Le préfet, ayant

convoqué un meeting pour tenter d'apaiser le mécontentement, a été plusieurs fois interrompu ; le directeur du ravitaillement n'a pu parler par suite de l'hostilité générale.

Charité bien ordonnée...

★ **DE NANTES :** « La police F.F.I. a découvert un grand séminaire un stock de matériel de guerre et de denrées rares évalués à plusieurs millions, abandonnés par les allemands. Il y en avait jusque sous la chapelle !!! C'était le Bon Dieu qui gardait tout ça ! Ainsi, pendant que des gosses sont privés de beurre, de sucre et de chocolat, les curés s'empiffrent comme des porcs ! Alors, et la charité chrétienne ? Quel pays dans la mare aux grenouilles... de bénitier. De pauvres gens ont été incultés pour avoir pris une lessiveuse au camp de la Gâcherie. En prison les pillards en soutane ! »

La IV^e vit et lutte...

(suite de la 1^{re} page)

Nous sommes sans nouvelles récentes des trotskystes qui continuent la lutte clandestine malgré la Gestapo en Allemagne, en Norvège, en Hollande et au Danemark.

La section russe poursuit sa lutte aux côtés des soldats de l'Armée rouge et des travailleurs socialistes pour le renversement de la bureaucratie thermidorienne, pour le rétablissement de la démocratie soviétique qui, pompant avec la haute diplomatie secrète des bureaucraties qui laissent assassiner le peuple grec, rendra à l'Union Soviétique sa place perdue de bastion de la Révolution mondiale.

Malgré la répression fasciste qui l'a décimée (17 camarades fusillés à Athènes, 4 autres à Salonique par la Gestapo avant le débarquement anglais ajoutent leurs noms à ceux de Poulipoulos, Makris et autres trotskystes fusillés par les fascistes italiens), la section grecque a pris sa place de combat à l'avant-garde du glorieux peuple grec.

En dépit de la perte inestimable que fut pour elle l'assassinat de L. Trotsky par un agent du Gâpéon, la IV^e Internationale se développe, accroît son influence dans les masses travailleuses. Avec elle se forge l'arme indispensable que triomphe la Révolution Mondiale dont les premiers grondements se font entendre en Espagne, en France, en Italie, en Belgique, et qui a commencé en Grèce.

« Et dire que c'est avec ça, conclue notre correspondant, que le P.S., le P.C.F. et la C.G.T. veulent faire "l'union". Quelle honte ! »

★ **BORDEAUX.** La ville est complètement privée de ravitaillement par la destruction des ponts. Rien n'est fait pour rétablir le pont de St-Andre de Cubzac qui fait communiquer Gironde et Charentes. Le colonel DRULHE, commandant de la 18^e région, refuse au génie les bons de réquisition nécessaires pour commencer les travaux. Il préfère garder l'affaire pour des entreprises capitalistes. En tout désintéressement...

DU TRAVAIL POUR TOUS !

Les cas de mises à pied, aux 75 % ou au chômage total, sont de plus en plus fréquents dans un pays où tout est à reconstruire.

Le sabotage de la bourgeoisie, l'incapacité du régime capitaliste lorsqu'il s'agit « de prendre des mesures plus coordonnées pour un meilleur fonctionnement de l'économie », comme s'exprimait le Journal Officiel, ne suffisent pas à expliquer cette absurdité. Il y a en outre, la volonté très consciente de la bourgeoisie de diviser les exploités en travailleurs et en non-travailleurs, pour les opposer, briser leur combativité, et faire baisser leurs salaires par le jeu de la concurrence.

★ **A NANTES.** L'entreprise X-VER qui travaille à la refectio des voies, a débauché, le 30 Novembre, 400 ouvriers, bien que les 3/4 des travaux restent à faire. Le patron argue du manque de fond alors qu'il a gagné des millions à faire des tranchées pour Hitler. Chez MASSON, chez LEVAUX, on débauche !

★ **CHEZ GNOME (Kellermann).** La majorité des ouvriers spécialisés est versée au chômage ; 50 % des ouvriers qui travaillent sont menacés de la mise à pied sans distinction de catégorie. Quant aux femmes, elles ont appris à la réunion du 11 Décembre, qu'à fin Janvier, elles seraient considérées comme chômeuses au tarif de 30 fr. par jour ! Les responsables syndicaux acceptent le point de vue de la direction. Il est « impossible », paraît-il, de reprendre les femmes ; elles ne travaillent « ni assez vite, ni assez bien ». Les mêmes responsables leur conseillent de reprendre le travail, même à 75 %, ce qui aurait pour résultat, très rapidement, de faire baisser tous les salaires.

A cette assemblée du 11 Décembre, des solutions pour donner du travail à tous ont été apportées ; le camarade Belleil a proposé de fabriquer des pièces détachées de mécanique de précision. Les cheminots en réclament par ailleurs ! D'autres ont proposé la mise au point rapide du nouveau modèle d'avion dont la sortie est sans cesse retardée. Ces idées restent en l'air. Pourquoi ?

Il faut un plan de production établi par la C.G.T., appliqué sous le contrôle ouvrier. Tant que l'industrie ne redémarre pas il faut réduire le temps de travail pour que chacun puisse travailler. Imposons l'échelle mobile des heures de travail avec le salaire des 48 heures !

Les « collaborateurs »... de classe

La collaboration de classe signifie pour les travailleurs plus de souffrances et de misère : « Travailler d'abord, revendiquer ensuite » !

Du beurre ou des canons ?

Appelés par une affiche chauvine (qui deshonore la C.G.T.), 24.000 métallos s'étaient rendus au Vél d'Hiv. Dans l'espoir d'y entendre discuter sérieusement comment donner à tous du travail et du pain.

Certes, les orateurs ont apporté des exemples précis du sabotage de la bourgeoisie ; tel patron spéculateur planque des stocks de cuir suffisants pour faire 20.000 paires de chaussures, etc... Mais aucune proposition concrète, aucun appel à l'initiative ouvrière, aucun mot d'ordre d'action, aucune directive.

Les auditeurs ouvriers ont montré qu'ils ont assez des continues jérémiades et des compétitions oratoires d'où ne sort jamais rien de concret. Après chaque orateur, la salle se vidait un peu plus.

Démocratie élastique

Le mot démocratie est formé de deux mots grecs et signifie gouvernement du peuple. Mais lorsque le peuple grec voulut exprimer son opinion sur son gouvernement, les dirigeants anglais lui expliquèrent le mot à leur façon et à coups de canons. Churchill sait bien donner le pouvoir aux militaires, au roi Georges II ou même, à la rigueur, au Métropolitain Damaskinos, mais il explique gravement et avec conviction que ce serait péché de dictature que de laisser la parole au peuple.

Churchill doit trouver que les français sont bien plus compréhensifs que les grecs, s'il a lu le compte rendu de la séance du mercredi 27 décembre à l'Assemblée consultative. Lorsque Noguères (socialiste) attaqua Jeanneney qui n'avait pas voulu que soit publiée, le 10 juillet 1940, la motion signée par 27 parlementaires protestant contre la passation des pouvoirs à Pétain, de Gaulle se leva pour expliquer ce qu'il entendait par démocratie. Il dit que le gouvernement existait avant l'Assemblée tel qu'il est, et que, par conséquent, sa composition n'est pas cause. Très juste ! Et c'est même le gouvernement qui l'a nommé. Et certains voudraient se permettre des écarts de langage ? Au demeurant, personne ne protesta et l'incident fut clos.

Aussi, les délégués à l'Assemblée consultative ont-ils une haute idée de leur fonction et de leur importance. Le débat commencé en présence d'une centaine de délégués (moins de la moitié) se termina à 20 h. sur la demande des vingt derniers qui commençaient à avoir froid au milieu de tout ce vide.

IL FAUT QUE CESSE CETTE COMÉDIE. Nous voulons des élections immédiates pour une Constituante qui dégagera les réformes de structure indispensables et d'où sera issu un gouvernement représentant l'opinion des masses ouvrières. En dehors de cela, il n'y a pas de démocratie. **BROUSSE.**

LA LUTTE POUR LES SALAIRES

★ **BORDEAUX.** Grève victorieuse chez Vandame.

★ **ANGERS.** Grève aux « Chemins de fer du Petit Anjou » déclenchée contre la volonté de la direction syndicale.

Grève aux Pompes funèbres, victorieuse au bout de 6 heures.

★ **TRÉLZÉ.** Grève de 4 jours à la Manufacture d'allumettes pour l'abolition des méthodes de travail instaurées sous l'occupation allemande. Victoire.

★ **LA LORRAINE.** La simplification en 4 catégories est en voie d'être obtenue.

Le fils de Déroulède

Tillon a demandé à la Commission Exécutive syndicale GAI BRON de « parrainer » l'escadrille « Patrie ». Résultat : on veut exhorter aux ouvriers une journée de salaire. Sans doute pour entretenir la réserve de whisky du bar de l'escadrille ? Les ouvriers ne sont pas chauds. Une journée de salaire ? Oui ! Mais pour le soutien des combattants Grecs !

Les applaudissements étaient méfiants. La Marseillaise heuglée par les hauts parleurs fut écoutée debout, mais en silence, pas un applaudissement. C'est devant une salle froide, vidée de moitié, que Fracon prit la parole pour répéter les mêmes plaintes et les mêmes appels à l'union sacrée.

Cette réunion doit être un signal d'alarme ! Les ouvriers venus pour entendre des suggestions, des décisions énergiques, des propositions pratiques de campagne pour le Plan de reprise économique, ne marchent plus pour les paroles. Ils comprennent que c'est par un large appel à l'initiative populaire, par un plan élaboré et appliqué par eux en fonction des besoins CIVILS, et seulement ainsi qu'on peut conjurer la catastrophe.

Assez de phrases ! Exigeons sans tarder l'élaboration du plan par la C.G.T. Elisons à chaque échelon nos commissions techniques du plan !